



Départ de la MONUSCO, force conjointe de l'EAC et nouvelles nominations : les innombrables défis d'une armée congolaise en quête de reconnaissance

Hakim Maludi

Novembre 2022



African Security Sector Network (ASSN)

Fondé en 2003, l'**African Security Sector Network (ASSN)**, dont le siège se situe à Accra (Ghana), est un réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant pour promouvoir une gouvernance plus démocratique de la sécurité sur le continent africain.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe de l'**ASSN** par courrier électronique :
info@africansecuritynetwork.org

ou consulter le site web de l'**ASSN**:
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://bit.ly/ASSN28>

Pour citer cette publication :

MALUDI (H.), « **Départ de la MONUSCO, force conjointe de l'EAC et nouvelles nominations : Les innombrables défis d'une armée congolaise en quête de reconnaissance.** », ASSN, Novembre 2022.



Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LA MONUSCO : DEUX DECENNIES DE SOUTIEN LOGISTIQUE... ET DE FRUSTRATIONS	5
<i>"LA RDC DOIT ETRE FIERE DE SES MILITAIRES..."</i> - GENERAL JEAN BAILLAUD (EX-MONUSCO).....	7
UNE ARMEE MEFIANTE VIS-A-VIS DE SES PARTENAIRES ?	7
<i>"LE PRESIDENT TSHISEKEDI NOUS ENVOIE LES SIGNAUX QU'IL FAUT..."</i> SERGENT JUMA H. (FARDC) ...	8

Sigles et abréviations

ADF : Forces démocratiques alliées

EAC : Communauté d'Afrique de l'Est

FADRC : Forces armées de la république démocratique du Congo

FIB : Brigade d'Intervention de la Force

MONUC : Mission de l'Organisation des Nations unies en république démocratique du Congo

MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo

ONU : Organisation des Nations unies

RDC : République démocratique du Congo

Après plus de 20 ans de présence en République démocratique du Congo (RDC), les Casques bleus de la MONUSCO¹ devraient quitter le pays avant 2024. Si rien n'a encore été convenu de manière officielle, c'est l'échéance espérée par le Président de la République, Félix Tshisekedi, pour le départ définitif des contingents onusiens². Décriée par la population congolaise pour son incapacité à faire face aux défis multiformes et à l'insécurité dans l'Est du pays, la MONUSCO compte également des détracteurs dans la sphère politique congolaise, mais aussi dans les rangs des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Ces militaires, dont beaucoup n'ont connu que la présence des Nations unies à leurs côtés, se préparent désormais à évoluer sans leur partenaire historique.

En même temps, les FARDC doivent elles aussi faire face à une certaine défiance de la communauté internationale, qui craint qu'à elles seules elles ne soient à la hauteur des enjeux sécuritaires du Congo. Autrefois partagés au sein de la population, ces doutes renvoient à la mauvaise réputation d'une armée tristement coutumière de violations des droits de l'Homme dans le pays³. Arrivée à un moment charnière de son Histoire moderne, l'institution semble prendre conscience qu'elle doit désormais s'engager pour aller au-delà des affaires de corruption, de détournement des primes de combat ou des entorses aux droits de l'Homme pour répondre aux enjeux sur lesquels elle est attendue.

LA MONUSCO : Deux décennies de soutien logistique... et de frustrations

La MONUSCO, mission onusienne la plus importante au monde, dispose aujourd'hui d'un effectif de 13 500 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées. On dénombre également 360 membres supplémentaires d'unités de police. Au fil de ses nombreuses années de présence au Congo, l'ONU s'est muée en partenaire incontournable pour l'Etat et ses Forces armées.

Lorsque les premiers contingents de la Mission de l'organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) se déploient à la fin de l'année 1999⁴, leur rôle est de prendre part à la réunification et à la pacification d'un pays morcelé par la guerre civile avec un mandat de mission d'observation. L'armée congolaise telle qu'on la connaît aujourd'hui est la résultante de ce conflit armé, puisqu'au terme de l'accord de Sun City scellant en 2002 la fin de la Deuxième guerre du Congo⁵, l'Etat congolais acceptera de réunir toutes les forces belligérantes sous une même institution militaire loyaliste, celle des FARDC⁶. Depuis cette date, les militaires congolais bénéficient de l'appui logistique et médical de leurs partenaires onusiens. Précieuse, et parfois même vitale, cette aide pallie à peine les nombreux manques d'une armée congolaise dont Félix Tshisekedi avait promis d'améliorer la condition sociale lors de son accession au pouvoir en 2019.

¹ La Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

² Propos tenus par Félix Tshisekedi sur le retrait de la MONUSCO (interview RFI du 24/09/2022) :

<https://www.youtube.com/watch?v=2thtcjKtfvk>

³ Selon l'ONU, « des agents de l'Etat, principalement des membres des FARDC et de la Police Nationale Congolaise (PNC), sont responsables de 135 violations, soit 36% des violations documentées en juillet 2022 sur l'ensemble du territoire » :

<https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126481>

⁴ Le déploiement de la MONUC a été permis par la résolution 1279 du Conseil de sécurité des Nations unies :

<https://monuc.unmissions.org/sites/default/files/n9936818.pdf>. Elle sera opérationnelle entre 1999 et 2010, avant d'être rebaptisée en Mission de stabilisation (MONUSCO).

⁵ La Deuxième guerre de Congo (1998-2002) est un conflit inter-congolais ayant opposé les forces loyalistes à plusieurs groupes rebelles nationaux (RCD, MLC, Mai-Mai...) dont la plupart ont bénéficié de soutiens étrangers (Ouganda, Rwanda).

⁶ La création des Forces armées de la RD Congo est entérinée par la Constitution de transition adoptée par les deux Chambres le 1er avril 2003 et promulguée par le Chef de l'Etat trois jours plus tard.

Approvisionnés en carburant et en rations, les soldats congolais sont également pris en charge par les moyens de transport de la MONUSCO lorsqu'ils sont en opération. Au fil des années, cette situation a nourri la frustration d'une partie de l'armée de la RDC. L'adjudant Héritier J.⁷ est un militaire congolais ayant participé à de nombreuses patrouilles conjointes avec les Casques bleus au Nord-Kivu. Il se montre compréhensif, et même solidaire, des critiques émises par la population à l'encontre des Nations unies.

“Nos compatriotes ont le sentiment qu'ils ne nous aident pas, comment le leur reprocher ?” questionne-t-il. *“Bien-sûr, il y a parfois de l'excès dans les critiques, comme ceux qui accusent la MONUSCO de prêter main forte à nos ennemis. Cela dit, compte tenu de leurs moyens et de la durée de leur présence ici au Congo, je m'interroge réellement sur leur apport et je ne crains aucune catastrophe sécuritaire lorsqu'ils partiront, nous tiendrons le coup.”*

Au-delà de la logistique, le soutien attendu reste avant tout militaire. De nombreux soldats aimeraient voir les Casques bleus prendre une part plus active dans les combats. L'expérience de l'année 2013 est encore dans tous les esprits, lorsqu'à travers sa Brigade d'Intervention⁸, la MONUSCO fut une actrice majeure de la victoire des FARDC face aux rebelles du M23⁹. Créée par la résolution 2098 du Conseil de sécurité de l'ONU en 2013, la FIB (Force Intervention Brigade) est dotée d'un mandat offensif : 3 000 Casques bleus composent cette brigade spéciale autorisée à recourir à la force de manière offensive pour neutraliser tous les groupes armés actifs dans l'Est de la RDC.

Le sergent Juma H.¹⁰ est membre d'une unité commando de retour du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), où les FARDC affrontent les combattants du M23 qui ont repris les armes depuis février 2022. Vétéran de la première guerre contre cette rébellion il y a 10 ans, il a opéré au plus près de la FIB durant l'année 2013. Le militaire se montre nostalgique de l'investissement des Casques bleus d'alors :

“Les Casques bleus s'investissent au minimum parce qu'ils ne veulent pas mourir pour un pays qui n'est pas le leur, et je peux les comprendre. Quand tu viens de l'autre bout du monde, que ton pays et ta famille te manquent, tout ce que tu veux c'est terminer ta mission et rentrer chez toi, pas mourir pour une terre que tu ne connais même pas”, résume-t-il, tout en mettant en avant la bonne entente avec certaines nationalités représentées au sein des contingents onusiens, vecteur selon lui de la réussite des opérations sur le terrain.

« La différence, c'est qu'il y avait les contingents tanzaniens »¹¹, explique-t-il. *“Culturellement et géographiquement, les Tanzaniens et nous, nous sommes proches, nous sommes des frères, contrairement aux Malawites, aux Népalais ou Sud-Africains qui étaient également présents. Ce n'est pas la seule explication, mais les Tanzaniens combattaient comme si leur propre sort en dépendait et je suis persuadé que c'est une attitude qui a boosté l'ensemble des opérations contre le M23 à l'époque. Aujourd'hui, nous n'avons plus ça.”*

⁷ Nom modifié.

⁸ Le 28 mars 2013, le Conseil de sécurité a décidé par sa [résolution 2098 \(2013\)](#) que la MONUSCO disposerait, pour une période initiale d'un an et dans les limites de l'effectif maximum autorisé de 19 815 hommes, d'une « brigade d'intervention », comprenant notamment trois bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie, une force spéciale et une compagnie de reconnaissance. Par sa [résolution 2277 \(2016\)](#), le Conseil a décidé de proroger le mandat de la mission et de sa Brigade d'intervention à titre exceptionnel jusqu'au 31 mars 2017. <https://monusco.unmissions.org/militaire>

⁹ Le Mouvement du 23 mars (M23) est un groupe rebelle dirigé par des officiers tutsi mutins de l'armée congolaise. Soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, ce mouvement a capitulé en novembre 2013.

¹⁰ Nom modifié.

¹¹ 1 300 soldats tanzaniens composaient la FIB.

“La RDC doit être fière de ses militaires...” - Général Jean Baillaud (Ex-MONUSCO)

Commandant-adjoint de la Force de la MONUSCO en 2013, le général Jean Baillaud a vécu de l’intérieur la collaboration entre les Casques bleus et les FARDC qui a abouti à la victoire contre le M23. Lorsqu’il revient sur le déroulement du conflit, il souligne d’emblée la synergie des efforts onusiens et congolais tout en insistant sur l’engagement sans faille des soldats, quelle que soit leur nationalité.

“Avec l’engagement de la Brigade d’intervention, composée de troupes de pays d’Afrique australe, se sont créées sur le terrain une solidarité et une communion de frères d’armées, fondées en grande partie sur la certitude de la nécessité de prendre des risques pour le bien des populations. Obtenir de tels résultats en aussi peu de temps est, au plan militaire, un succès qui doit être analysé et apprécié à sa juste mesure. La RDC doit être fière de ses militaires, femmes et hommes qui sont les acteurs de ce conflit. Le rôle de la MONUSCO et de la Brigade d’intervention notamment, ne doit pas être dévalorisé pour autant. Il illustre de façon exemplaire la traduction de solidarités et de complémentarités régionales.”¹²

Reconduite “à titre exceptionnel” en décembre 2021 et pour une durée d’un an par la résolution 2612 du Conseil de sécurité des Nations unies¹³, la Brigade d’intervention est toujours active au Congo. Elle opère essentiellement aux côtés des FARDC contre les rebelles ADF, affiliés à l’Etat islamique en Afrique Centrale, dans le cadre de l’opération SUKOLA 1¹⁴ à Beni (Nord-Kivu). Mal perçue par la population locale, la MONUSCO y est critiquée depuis le début de l’opération pour sa passivité face aux massacres perpétrés par les terroristes contre les civils¹⁵. À plusieurs reprises en effet, des attaques meurtrières ont été menées parfois à quelques kilomètres seulement des bases des Casques bleus, sans qu’ils n’interviennent.

Face à un ennemi adepte de la guerre asymétrique comme l’est l’Etat islamique en Afrique Centrale, et dans un environnement naturel plus hostile, la collaboration FARDC-MONUSCO peine à avoir un réel impact sur le terrain comme ce fut le cas face au M23 en 2013. Au même titre que les civils et l’armée congolaise, les Casques bleus constituent une cible pour l’organisation terroriste. En décembre 2017, au cours d’une attaque non revendiquée menée contre la base de la MONUSCO à Semiliki (territoire de Beni), le contingent tanzanien perdit 14 hommes ; un traumatisme resté vivace au sein de la mission onusienne.

Une armée méfiante vis-à-vis de ses partenaires ?

Si les Casques bleus quittaient effectivement le Congo en 2024, les FARDC ne se retrouveraient pas complètement seules face à la centaine de groupes armés qui sévit à l’Est du pays¹⁶. Depuis le 30 novembre 2021, l’armée congolaise mène des opérations conjointes avec les troupes ougandaises en

¹² Témoignage tiré de la biographie du Colonel Mamadou Ndala : “Héros National, Mamadou Moustapha Ndala” (2019).

¹³ Résolution 2612 (2021) adoptée par le Conseil de sécurité le 20 décembre 2021.

https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/211220_s-res-2612-2021_fr.pdf

¹⁴ Lancée en 2014, l’opération Sukola 1 (“nettoyage” en lingala) cible les ADF et l’Etat islamique en Afrique Centrale dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

¹⁵ Lire par exemple l’article : “A l’Est de la RDC, la Mission des Nations unies face à ses limites” :

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/20/a-l-est-de-la-rdc-la-mission-des-nations-unies-face-a-ses-limites_6023651_3212.html

¹⁶ En 2020, le Baromètre sécuritaire du Kivu dénombreait 122 groupes armés à l’Est du Congo : Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika. Voir la cartographie des groupes armés dans l’Est de la RDC :

<https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/39/2021%20KST%20rapport%20FR.pdf>

Ituri et au Nord-Kivu dans le cadre de l'opération *Shujaa*¹⁷. Les deux provinces de l'Est de la RDC sont sous état de siège¹⁸ depuis le mois de mai 2021. Cette mesure a été décrétée par le Président Tshisekedi pour faire face à l'insécurité qui y règne depuis des années. FARDC et UPDF¹⁹ y traquent les ADF, groupe armé d'origine ougandaise auteur de crimes contre les civils et d'attaques contre l'armée congolaise depuis 2013. Initialement prévue pour une durée de 6 mois, l'opération *Shujaa* a été prolongée à deux reprises, le 1er juin, puis le 26 août 2022, chaque fois pour une durée de deux mois.

“Cette opération ne donne aucun résultat significatif pour le moment” constate un haut-gradé des FARDC²⁰ ayant requis l'anonymat. *“Les crimes contre nos frères à Beni n'ont pas cessé, et au-delà de ça, on sait que l'armée ougandaise nous a poignardés dans le dos lors de la chute de Bunagana.”*

L'officier fait ici référence à la ville de Bunagana située à la frontière avec l'Ouganda, cruciale pour l'économie de la région et tombée entre les mains du M23 au mois de juin dernier. En effet, s'ils sont associés sur le front nord à Beni face aux ADF, plusieurs militaires ont mis en cause le rôle de l'Ouganda plus au sud vis-à-vis du M23. Allié historique et ancien refuge des chefs politiques du mouvement, Kampala est soupçonnée par l'armée congolaise d'avoir permis l'incursion des rebelles depuis son territoire²¹. Le militaire que nous interrogeons remonte même jusqu'à l'invasion de l'AFDL (*Alliance des Forces démocratiques de Libération*) en 1997 pour évoquer le rôle déstabilisateur de l'Ouganda au Congo.

“Ils nous ont fait la guerre avec l'AFDL (Alliance des Forces démocratiques de Libération)”²², puis pendant la Seconde Guerre du Congo, ils ont soutenu des rébellions chez nous. Concrètement, ça a toujours été un pays belliqueux et vous pensez que nos hommes sont totalement sereins à l'idée de collaborer avec eux ?”, interroge l'officier des FARDC.

Sur le terrain, la mutualisation des forces se déroule sans difficultés. Celle-ci devrait prochainement s'élargir, dans le cadre d'une opération distincte de *Shujaa*, avec l'intervention des armées des Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), que la RDC a rejointe en mars 2021. Kényans, Burundais, Ougandais et Sud-Soudanais doivent progressivement être déployés au Congo pour participer à la lutte contre les groupes armés qui sévissent dans le pays. Également membre de la CAE, le Rwanda a été exclu de cette force conjointe par la RDC en raison des tensions liées au soutien de Kigali au M23. Malgré cette précaution, l'idée d'accueillir de nouvelles troupes étrangères sur le sol congolais suscite scepticisme et inquiétude chez certains soldats des FARDC. Ils craignent en effet que l'engagement au Congo de ces Etats voisins ne soit qu'un moyen d'y défendre leurs propres intérêts.

“Le Président Tshisekedi nous envoie les signaux qu'il faut...” Sergent Juma H. (FARDC)

C'est par une ordonnance lue à la télévision nationale congolaise (RTNC) le 17 octobre 2022 que le Président Félix Tshisekedi, commandant suprême des forces armées, a procédé à un large remaniement de ses officiers supérieurs. La nomination des commandants des unités et des corps

¹⁷ Lancée le 21 novembre 2021, cette opération conjointe entre l'armée congolaise et l'armée ougandaise cible les combattants de l'ADF (Allied Democratic Forces) actifs dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

¹⁸ Ordonnance présidentielle / Proclamation de l'Etat de siège : <https://blog.kivusecurity.org/wp-content/uploads/2021/05/Ordonnance-portant-proclamation-e-%CC%81tat-de-sie-%CC%80ge-Nord-Kivu-Ituri.pdf>

¹⁹ Uganda People's Defence Forces (armée ougandaise).

²⁰ Il s'agit d'un officier des FARDC au Nord-Kivu, vétéran de tous les conflits contemporains à l'Est de la RDC.

²¹ Lire l'article “Après la prise de Bunagana par le M23, le rôle de l'Ouganda interrogé”.

<http://afrikarabia.com/wordpress/apres-la-prise-de-bunagana-par-le-m23-le-role-de-louganda-interroge/>

²² Soutenue par l'Ouganda et le Rwanda, l'AFDL, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, conquiert le Congo en 1997 et entraîne la chute et l'exil de Mobutu.

militaires a notamment permis la promotion de plusieurs officiers des FARDC. Les chefs d'état-major ainsi que les commandants des zones de défense opérationnelles et leurs adjoints ont été remplacés.

L'ex-chef d'état-major général des FARDC, le général d'armée Célestin Mbala Musense, a été remplacé par le lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha, un proche de Tshisekedi qui occupait jusque-là le poste de commandant de la Garde républicaine. Le général de brigade Sylvain Ekenge Bomusa a été nommé commandant du Service de communication et d'information des forces armées (SCIFA). Nouveau porte-parole titulaire des FARDC, il remplace l'émblématique général Léon Richard Kasonga qui devient chef adjoint de l'armée en charge de l'administration et de la logistique. Autre nomination retentissante, celle de John Tshibangu²³, promu général de brigade et commandant de la 21ème région militaire²⁴ (Kasaï Oriental).

Sur le front est de la RDC, le général Marcel Mbangu Mashita a été nommé commandant de la 3ème zone de défense²⁵ en remplacement du général Philémon Yav. Ce dernier, arrêté fin septembre pour "haute trahison et intelligence avec une puissance étrangère", est accusé d'avoir communiqué avec des officiers du M23. Le général Mbangu Mashita connaît parfaitement la région puisqu'il fut commandant des opérations SUKOLA 1 dans le territoire de Beni avant d'être affecté au Kasaï en 2020.

Pour le sergent Juma H., ces nominations de personnalités connues et respectées à tous les échelons militaires sont de nature à remobiliser les FARDC. *"Ce sont des enfants du pays et nous avons besoin d'eux pour affronter nos ennemis de l'intérieur, infiltrés parmi nous²⁶, mais aussi leurs parrains étrangers", assure-t-il. "Par rapport au départ de la MONUSCO et à l'arrivée de la force conjointe, le président Tshisekedi nous envoie les signaux qu'il faut avec ces nominations. Je pense que c'est aussi pour nous rappeler que nous avons des gens compétents parmi nous et qu'on doit d'abord avoir confiance en nous-mêmes pour en finir avec cette guerre."*

Saluées dans les rangs de l'armée, ces nominations marquent la volonté du Président Tshisekedi de reprendre la main sur la question sécuritaire en plaçant des fidèles aux postes clés des FARDC. Fait loin d'être anodin au Congo, en nommant le général Tshiwewe chef d'état-major général et le général Chico Tshitambwe au poste de commandant adjoint chargé des opérations de la Garde républicaine, Félix Tshisekedi s'entoure de deux militaires originaires de la même tribu et de la même région natale²⁷ que la sienne.

Depuis la résurgence du M23 au mois de février 2022, la population congolaise fait corps de manière quasi unanime derrière ses militaires. Tout comme les civils, mais tenus à leur traditionnel devoir de réserve, les FARDC manifestent en privé leur lassitude face à la multiplication des opérations conjointes impliquant des troupes étrangères. Les soldats congolais, dont la plupart peinent à percevoir la réalité de leurs capacités, s'estiment capables de venir à bout des groupes armés et de l'insécurité au Congo. Même s'il apparaît que les FARDC seront pour de longues années encore épaulées dans leur mission de sécurisation du pays, l'armée tient désormais à s'affirmer comme la seule garante fiable et désintéressée de l'intégrité territoriale de la RDC.

²³ En 2018, l'officier alors déserteur des FARDC avait lancé un ultimatum de 45 jours à Joseph Kabila, alors Président de la RDC, pour quitter le pouvoir. John Tshibangu sera arrêté et poursuivi par la justice militaire pour plusieurs chefs d'accusation. Finalement, seule la désertion sera reconnue contre lui et il sera remis en liberté.

²⁴ En RDC, une région militaire s'apparente à une circonscription militaire où opèrent les Forces terrestres de l'armée congolaise.

²⁵ La 3ème zone de défense regroupe 5 provinces de l'Est de la RDC : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema et Tshopo.

²⁶ Comme signalé à la note 9, le M23 est un mouvement d'officiers tutsi qui ont déserté les rangs de l'armée régulière en 2012.

Des militaires sensibles à leurs revendications identitaires ont continué à les rejoindre récemment.

²⁷ Il s'agit du Kasaï Oriental.

Engagée sur plusieurs fronts à l'Est du Congo et bénéficiant d'un élan patriotique comme rarement dans son Histoire, l'armée congolaise ne balaira les interrogations et les doutes sur ses aptitudes réelles qu'en enregistrant des succès sur le terrain. Les récentes campagnes d'enrôlements massifs²⁸ de jeunes volontaires démontrent une confiance et une popularité retrouvées sur lesquelles les FARDC doivent désormais capitaliser. À l'approche du désengagement des Casques bleus et alors que les troupes des pays de l'EAC sont déjà en action sur le sol congolais, le gouvernement a pour sa part décidé d'accompagner ses troupes au devant des nombreux défis qu'elles doivent relever. En effet, le projet de loi de finances pour l'exercice 2023²⁹ a alloué 10,4% du budget global au secteur de la Défense et de la sécurité, ce qui représente un accroissement de plus de 300% comparé au budget précédent. Humains comme matériels, diplomatiques comme militaires, la RDC use aujourd'hui de tous les leviers à sa disposition pour répondre à l'urgence sécuritaire d'un pays miné par 25 ans de conflits armés.

²⁸Lire l'article : <https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-plus-de-2-000-personnes-deja-enrolees-a-goma-grace-a-la-campagne-de-recrutement-au-sein-des-fardc/>

²⁹ Projet présenté et défendu devant la représentation nationale au début du mois de novembre 2022.